



Cantonnement et MOC

P.02-03

Les projets de réduction de la violence communautaire

P.04-07

Appui à la CNDRR dans la sensibilisation sur le DDR à Mopti, Tombouctou et Gao

P.08-09

Renforcement des capacités des OSC et Assistants parlementaires dans le processus national de RSS

P.11-12

Appui à la lutte contre le terrorisme et la violence extrémiste

P.13-14

1. Cantonnement et Mécanisme Opérationnel de Coordination

Construction des mesures de sécurité passives et du MOC de Kidal

À la demande du Gouvernement et des mouvements signataires de l'Accord de paix et de réconciliation inter-malien, la Section RSS-DDR de la MINUSMA a débuté, depuis le 6 juillet 2017, la construction de mesures de sécurité passives supplémentaires à l'intérieur et aux abords de tous les 8 sites de cantonnement déjà construits. Cet appui substantiel qui fait suite à l'attaque, le 18 janvier 2017, du site abritant le MOC de Gao, vise à accompagner la réponse nationale pour la sécurisation du processus de DDR dans son ensemble.

de Gao) alors que les contrats pour Ilouk et Tinfadimata (région de Ménaka) sont finalisés. Chaque site devrait être livré dans 60 jours, conformément au cahier de charges établi.

Par ailleurs, conformément à son mandat d'accompagnement, la MINUSMA poursuit la réhabilitation des camps devant abriter les unités mixtes du MOC à Kidal (depuis le retrait de la CMA du Camp 1, le 1er juin 2017) et à Tombouctou.



Travaux de sécurisation additionnels en cours au camp de cantonnement de Tessalit



Travaux de sécurisation additionnels en cours au camp de cantonnement de Ber

À l'heure actuelle, ces travaux de sécurisation additionnels sont en cours à Likrakar, Ber (région de Tombouctou), Tessalit (région de Kidal) et Fafa (région



Travaux de construction en cours au Camp 1 du MOC de Kidal

La structure de commandement de l'unité du MOC de Kidal (Gouvernement, CMA, Plateforme) a été déployée depuis le 28 juillet 2017 et les combattants y seront graduellement regroupés en raison des impératifs sécuritaires, administratifs et logistiques. ■



Travaux de construction en cours au Camp 1 du MOC de Kidal

Remise à niveau du MOC de Gao

Dans le cadre du remplacement des éléments décédés suite à l'attaque sanglante, le 18 janvier du MOC de Gao, la MINUSMA à travers sa Section RSS-DDR a procédé, le 11 septembre 2017, d'un commun accord avec les différentes parties, à l'enregistrement de 18 nouveaux combattants dont 2 de la CMA et 16 de la Plateforme.



Exercice d'admission des nouveaux combattants de la CMA et de la Plateforme au sein du MOC de Gao

Cet exercice d'admission qui s'est déroulé avec la coordination de plusieurs composantes de la Mission, complétera les effectifs de cette unité mixte du MOC qui doit effectuer les patrouilles mixtes, la sécurisation des autorités intérimaires ainsi que celle des sites de cantonnement.



Enregistrement des nouveaux combattants de la CMA et de la Plateforme au sein du MOC de Gao

Selon Madame Aimée Thérèse Faye, responsable régionale de la Section RSS-DDR de la MINUSMA à Gao, cette activité fait suite à une demande de la Commission Technique de Suivi (CTS). A noter que le Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) est un instrument de confiance prescrit par l'Accord pour

la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Il fait partie des mesures préliminaires les plus importantes dans la mise en œuvre de cet accord. Son opérationnalisation est donc un pas de plus vers la paix.

Le Commandant du Secteur Est de la MINUSMA, le Chef régional de la Police des Nations Unies et le Chef d'Etat-major de la Force de la MINUSMA ont rehaussé de leur présence cette arrivée de nouveaux combattants. « Aujourd'hui est un grand jour pour le MOC, » a lancé le Colonel Sidi Mohamed Ag Rhissa, Coordinateur National du MOC, qui a poursuivi en ces termes : « c'est l'occasion de remplacer les éléments que nous avons perdu le 18 janvier. Malgré cette attaque et les nombreux affrontements entre les deux groupes armés, la cohésion est restée au beau fixe au sein du MOC. Nous saluons l'accompagnement de la MINUSMA à chaque étape du processus ».



Début de la patrouille mixte au MOC de Gao

Accompagnement poursuivi par la Section RSS-DDR qui a également organisé, le 12 septembre 2017, au camp de la MINUSMA de Gao, une formation à l'intention du personnel choisi pour appuyer le processus d'enregistrement biométrique des futurs éléments du MOC destinés à Kidal et à Tombouctou. ■

2. Réduction de la violence communautaire (RVC)

La MINUSMA lance le démarrage des travaux HIMO RVC de la bretelle rurale reliant à la RN17

L'équipe RSS-DDR Gao a organisé, le 20 septembre 2017, une mission conjointe composée des différentes sections de la MINUSMA (Division des Affaires civiles, Division des droits de l'Homme, Observateurs militaires, UNPOL, UNMAS, Unité Conduite et discipline, la Force et les représentants du CNDDR) à Ouatagouna, située à 18 km du site de cantonnement de Fafa et à 25 km d'Ansongo. L'objectif était de lancer officiellement le démarrage du projet de construction de la route rurale reliant Ouatagouna à la route nationale 17 (RN17) longue de 1.236 km pour un budget de 57.257.750 FCFA.

La délégation a été chaleureusement accueillie par M. Salou Attino Maiga, Maire de la commune d'Ouatagouna, ainsi que 16 chefs de village, de 10 leaders communautaires et plus de 295 personnes, dont 75 femmes et 120 jeunes. M. Salou Attino Maiga a réitéré sa gratitude à la MINUSMA pour le projet qui fournira des emplois pour les jeunes de sa commune.

Ainsi, ce projet de la Section RSS-DDR qui s'inscrit dans le cadre de la réduction de la violence communautaire offrira des possibilités d'emploi à plus de 7.000 jeunes à risques et 1.755 femmes. Il permettra aussi la fourniture de 256 plants pour le reboisement le long de la route. Le projet aura également un impact direct sur 10 villages et 16 fractions totalisant environ 24.000 habitants qui seront désenclavés avec un accès vers Labezanga, Niger, Ansongo, Ménaka et Gao.

Mme Aimee Thérèse DIOUF, Cheffe de l'équipe RSS-DDR à Gao, a sensibilisé la communauté sur la nécessité d'accroître la cohésion sociale. Elle a souligné que les attentes de la MINUSMA sont de voir les communautés (membres des groupes armés et les jeunes à risque) travailler ensemble sur un projet de haute intensité de main-d'œuvre pour la réduction de la violence



Photo de famille au lancement officiel du démarrage des travaux

dans leur commune. Elle a exhorté les populations à tirer profit de cet investissement en y apportant leur contribution.

Le partenaire de mise en œuvre, l'ONG ACAS, a organisé les jeunes des différents villages en équipe pour permettre de mixer les jeunes de plusieurs villages dans cette œuvre communautaire.

Le choix de la commune d'Ouatagouna n'est pas fortuit. Zone frontalière, la commune accueille un grand marché hebdomadaire où affluent des milliers de personnes, commerçants et acheteurs, venant du Niger, du Burkina, d'Ansongo, de Ménaka et de Gao. Les membres des groupes armés en profitent pour faire régner la psychose, à la tombée du jour, quand des populations tentent de regagner leurs localités après une journée d'échanges commerciaux.

Ce projet a été fortement accueilli par les populations, heureuses de voir aboutir enfin leur rêve de pouvoir circuler et rouler librement, rêve de voir les jeunes des groupes armés s'investir dans leur communauté et rêve de voir prospérer leur commune par l'augmentation de la fréquentation du marché. ■

La MINUSMA appuie la lutte contre l'insalubrité dans la ville de Gao

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de Réduction de la Violence Communautaire (RVC), la Section RSS-DDR a initié, le 31 juillet 2017, un important projet de « Sensibilisation pour un changement de comportement à travers l'assainissement des écoles et quartiers de la ville de Gao ». Le lancement de ce projet d'un coût total de 56.564.000 FCFA, a eu lieu au quartier Sossokoira, dans la commune urbaine de Gao, en présence des autorités communales, des leaders communautaires, ainsi que des responsables des associations de jeunes et de femmes.

Dans l'allocution, M. Ahmid Elhaib Touré, quatrième Adjoint au Maire de la Commune urbaine de Gao, chargé des questions d'assainissement, a mentionné qu'avec la saison des pluies, les inondations régulières constituent des dangers pour la santé en raison de la mauvaise construction de canaux ou de leur inexistence pour drainer les flux d'eau de pluie dans la ville de Gao. Cet appui de la MINUSMA va, selon lui, « éliminer les querelles ou conflits entre les résidents qui se reprochent de réorienter à tort les débits des eaux de pluies et constituera un véritable régulateur de la cohésion sociale ».

Madame Fatoumata Tiegoum Maiga, porte-parole des femmes, a apprécié l'initiative en ces termes : « Ce projet aura un grand impact pour nous, femmes, dans la mesure où il va d'abord nous encourager à contribuer à rendre la ville de Gao très propre. Ensuite, il va également contribuer à renforcer la cohésion sociale entre les femmes qui seront ensemble dans les rues, durant la mise en œuvre de ce projet de salubrité et, enfin, il va donner de l'emploi, donc des moyens pour supporter nos familles ». A noter que ce projet

mis en œuvre par l'ONG GRAIP donnera l'opportunité à plus de 5600 jeunes hommes et femmes de la localité de Gao, d'avoir un emploi temporaire. Il touchera à terme 9 quartiers et 10 écoles de la ville de Gao avec la



formation de 100 relais qui seront des formateurs dans le cadre de l'assainissement de la localité.

L'équipe RSS-DDR de Gao, représentée pour la circonstance par M. Koffi Amani, a saisi l'occasion pour informer sur le projet qui contribuera à réduire les conflits perpétuels liés à la gestion des eaux de ruissellement dans la ville Gao. Il a également sollicité le soutien des bénéficiaires et des autorités communales durant la mise en œuvre de ce projet et surtout pour sa pérennisation.

Pour rappel, la Section RSS-DDR de la MINUSMA appuie cette initiative dans les régions de Gao et Ménaka, avec le financement de 13 projets, à hauteur de 687.933.330 FCFA, visant à impliquer durablement les populations de ces localités dans la lutte contre l'insalubrité, facteur de nombreuses maladies. ■



Nettoyage des abords du fleuve de Gao



Nettoyage dans les quartiers de Gao

Les jeunes de la CMA et de la Plateforme ensemble à Intadeyni



Photo de famille au lancement officiel du démarrage des travaux

La composante RSS-DDR de la MINUSMA à Kidal a procédé, le 3 mai 2017, au lancement officiel du projet d' « Appui aux maraichers d'Intadeyni », dans la ville d'Intadeyni, à environ 25 km de la ville de Kidal. Ce projet, exécuté par l'ONG locale ALMUD, vise à soutenir la réalisation d'un jardin maraicher initié par l'Association «Anikbal N'tamazok» qui compte 100 membres, principalement des jeunes de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et de la Plateforme, signataires de l'Accord de Paix.

Ce projet d'un coût de 56.059.636 FCFA sera mis en œuvre dans trois (3) mois par la fourniture du matériel agricole et de semences, la clôture du périmètre maraicher, l'érection d'un réservoir d'eau et la construction d'un canal d'irrigation.



Forage d'alimentation du reservoir d'eau

Il faut noter qu'après la signature de l'Accord de Paix, la plupart des jeunes qui ont rejoint leurs communautés semblent trouver la vie difficile, en raison du manque d'activités génératrices de revenus. Situation qui les rend vulnérables et sujets au recrutement par les groupes armés, d'où l'importance de ces projets mis en œuvre par la MINUSMA/RSS-DDR.



Installation du panneau solaire pour l'alimentation du forage

A cet effet, l'Association a mis en œuvre un projet de jardin de légumes, dans la ville d'Intadeyni dans le but de lutter contre la radicalisation des jeunes, de réduire les tensions communautaires, de promouvoir l'emploi des jeunes en vue de mieux les intégrer dans la vie sociale et de les éloigner définitivement des groupes armés très présents dans la région.

La MINUSMA renforce les capacités des partenaires d'exécution des projets RVC

La section RSS-DDR de la MINUSMA basée à Tombouctou a initié, le 5 juillet 2017, un atelier pour le renforcement des capacités des agences d'exécution opérant dans la région sur les projets de réduction de la violence communautaire (RVC).

Cet atelier qui a réuni quinze participants sur des thématiques liées à la compréhension des concepts et des objectifs des projets a permis une meilleure appropriation des critères d'éligibilité, du processus d'approbation des projets RVC et le canevas de soumission des différents rapports et leurs périodicités.

Après la présentation de l'équipe RSS-DDR les participants se sont réunis en deux groupes de travail sur les thèmes suivants : causes de conflits, les zones les plus touchées par le conflit et les pistes de solutions.

Au nom des participants M. Abdelkader Cissé, Coordinateur de l'ONG CAID, et M. Mahamadou Faradji de l'ONG Radel ont exprimé leur satisfaction envers la MINUSMA qui a mis sur pied cet indispensable outil de promotion de la cohésion sociale et qui contribue efficacement à apporter une réponse aux difficultés comme l'accès à l'eau, l'agriculture, les projets générateurs d'emplois en faveur de la jeunesse, les

infrastructures de base etc.

A la fin des travaux, les participants ont demandé à la Section RSS-DDR de multiplier de telles séances de formation et ont promis de relayer l'information aux communautés afin qu'elles s'impliquent davantage dans la réussite de ces projets.



Présentation de l'équipe RSS-DDR de Tombouctou aux partenaires d'exécution



Photo de famille à l'atelier de renforcement des capacités

3. Appui à la CNDDR dans la sensibilisation sur le DDR

Les mouvements signataires de l'Accord de Paix s'approprient les processus de cantonnement, DDR et RSS à Gao

La MINUSMA, à travers sa Section RSS-DDR a accompagné le 19 septembre 2017 l'antenne régionale de la Commission Nationale de DDR (CNDDR) de Gao pour l'organisation d'un atelier de sensibilisation sur les processus de cantonnement, désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali qui a permis de susciter l'engagement et la participation d'environ 54 membres issus de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et de la Plateforme pour devenir des relais auprès de leurs frères d'armes et de leurs communautés et, préparer ainsi ces dernières, à l'acceptation des ex-combattants après la démobilisation.

Présidée par le représentant du Gouverneur de la région



Cérémonie d'ouverture de la journée de sensibilisation

de Gao, M. Hamadou Barry, la cérémonie d'ouverture a vu la participation effective de plusieurs personnalités dont le Maire de la Commune urbaine de Gao, le Président de l'Autorité Intérimaire, le Coordinateur régional de la CNDDR, la Cheffe de Bureau par intérim de la MINUSMA dans la région et du représentant du Directeur de la Section RSS-DDR venu de Bamako.

A la tête des participants, le Colonel Abdelkadi Ibrahim Maiga de la Plateforme et M. Ibrahim Haidara,

La MINUSMA appuie la CNDDR dans la campagne de sensibilisation sur le processus DDR à Tombouctou et à Mopti

Dans le cadre du processus d'opérationnalisation de la Commission nationale de DDR (CNDDR) sur le terrain, la composante RSS-DDR de la MINUSMA continue son appui dans la campagne de sensibilisation lancée, depuis le 24 juillet 2017, dans les régions de Tombouctou et de Mopti.

Chef militaire de la CMA se sont réjouis de la tenue de cet atelier de sensibilisation sur les processus de cantonnement, DDR et RSS au Mali. Ils ont émis le souhait que des "informations utiles" sur ces différents processus soient fournies et comprises par tous les acteurs de la scène politique. Selon eux, cet atelier permettra de faire avancer les perspectives de paix durable, de réconciliation nationale, de démocratie et de respect des droits de l'homme au Mali.

Divers sujets ont été abordés durant cette journée, à savoir le DDR "classique" dans les opérations de maintien de la paix, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, l'état de mise en œuvre du processus national de DDR et de RSS au Mali, ainsi que sur la contribution des groupes armés dans la sécurisation. Au sortir des travaux en atelier, une restitution en plénière a permis de résumer les défis comme suit : le banditisme, les pertes en vies humaines, la faible présence de l'Etat, l'insécurité, les accidents dont sont victimes les communautés (balles perdues, IED etc...), le faible développement de la région, les conflits fonciers et les règlements de comptes. Les solutions préconisées ont porté sur le démarrage du cantonnement et du DDR, l'intégration de certains combattants dans les forces de défense et de sécurité maliennes, l'interdiction du port d'armes et l'application effective de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

A la fin de l'atelier les combattants ont exprimé leur satisfaction et souhaité que de telles activités soient démultipliées pour permettre à un plus grand nombre d'y participer. Ils ont pris l'engagement de restituer les leçons apprises auprès de leurs frères et sœurs d'armes. Dans son mot de clôture, le représentant du Gouverneur de la Région de Gao a exprimé sa satisfaction et a remercié la MINUSMA à travers la Section RSS-DDR qui a permis la tenue de telles rencontres et qui, pour lui, « porteront sûrement les germes de la paix ». ■

C'est ainsi que, du 24 au 26 juillet 2017, l'antenne régionale de la CNDDR à Mopti, a sillonné les localités respectives de Mopti ville, Koro et Douentza. Plus de 320 participants représentant les groupements associatifs (femmes, jeunesse, société civile), les responsables religieux et traditionnels et des mouvements armés ont

pu prendre part à cette campagne largement relayée en langues locales, pour une meilleure appropriation du processus DDR, notamment les différentes phases du cantonnement.

Le choix de cette région se justifie par l'évolution de la situation sécuritaire assez préoccupante qui a vu la naissance de plusieurs groupes armés non signataires de l'Accord de paix inter malien, particulièrement dans les localités de Tenenkou et Koro, nécessitant ainsi une sensibilisation soutenue sur le processus DDR et sur les modalités de cantonnement établis.



Cérémonie d'ouverture de la journée de sensibilisation à Tombouctou

Au cours de l'étape de Mopti ville présidée par M. Mamoudou Bagna Djiteye, Conseiller du Gouverneur de la région sur les questions sécuritaires et en présence de M. Amadou Diop représentant du maire de la commune urbaine de Mopti, plusieurs questions ont été abordées par les participants qui ont relevé des préoccupations concernant principalement les opportunités offertes aux combattants pendant et après le processus de cantonnement et de DDR, le sort des armes qui seront collectées au cours du désarmement ainsi que sur les critères de sélection des sites de cantonnement à aménager dans la région de Mopti. Au nom de la commune, le représentant du Maire s'est réjoui de cette initiative conjointe et a lancé un appel à tous les participants de Mopti afin de contribuer aux efforts fournis par le gouvernement, la MINUSMA et toute la communauté internationale pour la mise en œuvre de l'accord de paix en général, et le processus de cantonnement et DDR en particulier.

L'étape de Tombouctou s'est déroulée, le mercredi 26 juillet 2017, dans la salle de conférence du Conseil régional, en présence d'une soixantaine de participants parmi lesquels les représentants de mouvements armés, les femmes, les jeunes, la société civile, les chefs religieux ainsi que le Président des autorités intérimaires, le Maire

de la ville de Tombouctou, le Coordinateur Régional de la CNDDR de Tombouctou et celui de Taoudéni, les représentants du MOC, d'EMOV et du Directeur de Cabinet, représentant le Gouverneur de la région.

Dans son mot de bienvenue, M. Aboubacrine Cissé, maire de la Commune Urbaine de Tombouctou a réaffirmé l'engagement constant des autorités communales et de l'ensemble de la population de la Commune Urbaine de Tombouctou pour la dissémination et le partage de l'information sur le Programme National du DDR dans toute la région de Tombouctou.

Le Chef de l'antenne régionale de la CNDDR de Tombouctou, M. Fihouroun Maiga a remercié l'ensemble des participants et a exprimé toute sa reconnaissance à la MINUSMA pour les efforts consentis dans le processus de DDR au Mali et dans l'opérationnalisation de la CNDDR. Au nom de la Mission, M. Riccardo Maia, Chef de Bureau Régional de la MINUSMA est revenu sur le mandat de la Mission pour accompagner les maliens. A cet effet, il a ajouté « nous sommes en train de faire des efforts, mais rien ne peut se faire sans votre engagement sur les choix stratégiques et sur la partie opérationnelle du processus de DDR et du MOC ».

Au cours des échanges, il a été particulièrement précisé aux participants que seuls les membres des mouvements armés signataires sont éligibles à participer au processus de cantonnement, de DDR et d'Intégration tels que stipulé dans l'Accord et le document du mode opératoire du cantonnement. Les participants ont émis des recommandations, parmi lesquelles l'implication des femmes dans les organes de décision des antennes régionales de la CNDDR mais aussi d'envisager de définir des critères d'intégration vis-à-vis des femmes qui ont fourni un soutien logistique ou autre aux combattants pendant la crise.

À la fin de l'atelier, l'équipe de la Section RSS-DDR de la MINUSMA à Tombouctou a informé les participants qu'elle continuerait à fournir des informations nécessaires à la population au fur et à mesure que le processus avance. Le chef de l'équipe par intérim de Tombouctou, M. Jean Nkaka, a rassuré que les recommandations faites seraient transmises aux autorités compétentes afin que des dispositions idoines soient prises pour une meilleure réussite dudit processus. ■

1. Défense et Sécurité Intérieure

Le Commissariat à la RSS en synergie avec la MINUSMA



Mme Mbaranga et le Commissaire Diallo à la cérémonie de lancement du CNRSS, 11 mai 2017

Dans le cadre des rencontres périodiques avec les institutions nationales en charge des programmes de sortie de crise, Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Mali, accompagnée du Directeur intérimaire de la Section RSS-DDR de la MINUSMA, s'est entretenue, le 7 août 2017, avec le Commissaire à la RSS, l'Inspecteur général Ibrahima Diallo. L'objet de la rencontre était de discuter du statut de l'opérationnalisation effective du Conseil National pour la RSS (CNRSS) et le Commissariat à la RSS (CRSS).

Selon le Commissaire Diallo, des efforts sont en cours pour produire le premier projet de la vision nationale de la RSS qui sera présenté au Premier ministre, également président du CNRSS, dès que possible. L'Inspecteur

général Diallo a également informé la délégation de la MINUSMA de la relocalisation de la CRSS dans ses nouveaux locaux. A cet égard, la Représentante Spéciale adjointe a invité le Commissaire à participer à la prochaine réunion mensuelle du Groupe de travail technique sur la RSS-DDR pour fournir une mise à jour des progrès réalisés en matière de RSS. Elle a réitéré le soutien continu de la MINUSMA pour un processus de RSS réussi, inclusif et durable.

Il convient de rappeler que la MINUSMA a soutenu la rénovation et l'équipement des locaux du Commissariat par le biais d'un projet émanant du fonds fiduciaire pour un montant de 84 millions FCFA. ■

2. Veille démocratique du secteur de la sécurité

La Section RSS-DDR renforce les capacités des membres des OSC sur le processus national de RSS au Mali

Du 19 au 21 juillet, la Section RSS-DDR de la MINUSMA a organisé, en partenariat avec ARGAMali, un atelier de renforcement des capacités des OSC dans la Stratégie RSS à l'Hôtel Mandé de Bamako. L'événement a été présidé par l'inspecteur général Ibrahima Diallo, Commissaire à la RSS, avec le président d'ARGAMali et le Représentant de la Section SSR-DDR.

Les objectifs principaux de cet atelier étaient d'une part, de renforcer les capacités des organisations de la société civile dans la stratégie de la réforme du secteur de la sécurité, et, d'autre part de rehausser la qualité de leur implication dans la mise en œuvre de la RSS, notamment à travers la fonctionnalité du Commissariat chargé de la RSS. Une cinquantaine de représentants des OSC, y compris des associations de femmes et de jeunes, ainsi que des étudiants et des chercheurs universitaires ont participé à une formation approfondie et interactive sur les techniques pour élaborer une stratégie de RSS en tenant compte des facteurs sécuritaires, politiques et socioéconomiques ainsi que les fléaux du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la porosité des frontières, entre autres.

Pendant les deux premiers jours de travaux, le Commissaire à la RSS a expliqué en profondeur la pertinence de la RSS dans l'Accord de paix, son lien avec le DDR et l'importance du rôle des organisations de la société civile dans le processus national de réforme du secteur de la sécurité. Les participants ont profité de sa présence pour clarifier toutes les incompréhensions qu'ils avaient sur le processus.

Un important module traité a porté sur le contrôle civil du secteur de la sécurité au cours duquel les participants ont

largement discuté en groupes de travail et émis des recommandations sur les rôles et responsabilités des populations et les institutions de sécurité. ■



Groupe de travail sur les actions à mener par les OSC pour contribuer au processus national de RSS au Mali



Photo de famille à l'atelier de renforcement des capacités des OSC dans la stratégie RSS

Sensibilisation des Jeunes et Assistants parlementaires sur la RSS-DDR à l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye, Bamako

La Section RSS-DDR continue d'appuyer les membres de la Plateforme pour l'engagement des jeunes dans la RSS-DDR (PEJ/RSS-DDR) et les Assistants parlementaires de l'Assemblée Nationale à travers des sessions de formation sur la RSS-DDR en collaboration avec l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye et les composantes de la MINUSMA (Unités Genre, Protection de la Femme, Protection de l'Enfant et HIV/AIDS). De Juin à Juillet 2017, 88 jeunes et 13 Assistants parlementaires ont été formés dans la sensibilisation RSS-DDR avec une prise en compte des questions transversales telles que le Genre, la protection de la femmes (violences sexuelles liées au conflit), la protection de l'Enfant et HIV/AIDS.

Ces formations tenues conjointement avec les membres de la PEJ et les Assistants parlementaires, ont permis de créer un cadre de concertation entre les deux entités en charge de la veille démocratique du secteur de la sécurité pour échanger en permanence sur le secteur de la sécurité et les possibilités d'améliorer les conditions de travail, de vie et le professionnalisme des forces de défense et de sécurité Maliennes.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, de mai 2016 à juillet 2017, un total de 207 stagiaires dont 72 femmes ont été formés sur la sensibilisation à la RSS-

DDR. Parmi les participants, 178 sont membres de la PEJ/RSS-DDR et 29 sont des Assistants parlementaires à l'Assemblée Nationale du Mali. De ce fait près de 64% des Assistants parlementaires (sur un total estimé à près de 44) ont acquis les notions de base sur la RSS-DDR, l'état des lieux de la situation sécuritaire au Mali et le processus national de RSS-DDR dans le but de mieux appuyer les membres de leurs commissions respectives, plus particulièrement la Commission de la Défense Nationale, de la Sécurité et de la Protection civile de l'Assemblée Nationale chargée du contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

Au bout de ces sessions de formation, la Section RSS-DDR, en collaboration avec la Cellule de Coordination de la PEJ, a élaboré un sondage qui a été envoyé à tous les bénéficiaires des formations et aux autres membres de la PEJ afin d'avoir une meilleure idée sur l'engagement réel des jeunes dans le processus et l'impact des formations. Les résultats de ce sondage permettront de voir la marche à suivre et déterminer les zones d'appui à la PEJ et les futurs domaines d'interventions.

SESSIONS DE FORMATION		Assistants Parlementaires			Membres de la PEJ/RSS-DDR			Stagiaires Formés		
		H	F	Total	H	F	Total	H	F	TOTAL
2016	9-13 mai	4	1	5	12	4	16	16	5	21
	16-20 mai	5	0	5	8	7	15	13	7	20
	23-28 mai	4	2	6	13	3	16	17	5	22
2017	2-6 mai	0	0	0	16	9	25	16	9	25
	22-26 mai	0	0	0	8	10	18	8	10	18
	5-9 juin	0	0	0	18	10	28	18	10	28
	19-23 juin	0	0	0	20	8	28	20	8	28
	17-21 juillet	11	2	13	3	6	9	14	8	22
	24-28 juillet	0	0	0	13	10	23	13	10	23
TOTAL		24	5	29	111	67	178	135	72	207

Décompte des Jeunes et Assistants parlementaires, y compris les femmes, ayant pris part à la formation

3. Appui à la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent

La MINUSMA contribue à l'élaboration du plan d'action de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali

Du 7 au 10 août 2017, la Section RSS-DDR de la MINUSMA a participé, à Bamako, aux travaux de l'atelier de finalisation du projet de plan d'action de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme au Mali organisé dans la salle de conférence du Ministère des Affaires religieuses et du culte (MARC).

Sous l'égide de ce Ministère, représenté par son Secrétaire Général, M. Ahmed Mohamed Yahya, qui a loué l'appui technique et financier de la MINUSMA, l'atelier a permis de finaliser le projet en y intégrant les observations prescrites durant l'atelier de validation du Plan d'action de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme tenu du 2 au 4 août 2017, au Grand Hôtel de Bamako.

Selon le Secrétaire Général qui assurait la présidence du Comité de pilotage composé des représentants des

différents départements ministériels, l'organisation de cet atelier a permis de « parachever le processus d'élaboration de la stratégie de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et terrorisme au Mali » qui a commencé depuis novembre 2016 sous l'égide du Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et de la coopération internationale.

Il faut noter que ce document final qui sera soumis à l'approbation gouvernementale a fait l'objet de plusieurs contributions de la MINUSMA et d'autres agences des Nations Unies, en vue d'harmoniser et de définir la nomenclature des cinq piliers (prévention, protection, poursuite, réponse et cohésion sociale) et les principales activités répertoriées pour sa mise en œuvre intégrale et inclusive.



Les membres du Comité de pilotage en séance de travail pour la finalisation du projet de plan d'action

La MINUSMA implique les acteurs locaux dans la lutte contre l'extrémisme violent



Lancement officiel de la campagne en présence des autorités locales

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets à impact rapide, la Section RSS-DDR de la MINUSMA a parrainé, pour une durée de 6 mois, en collaboration avec l'ONG THINK PEACE Mali comme partenaire d'exécution, une campagne nationale en vue de l'implication des acteurs locaux dans la cohésion sociale et la lutte contre l'extrémisme violent. Cette caravane a sillonné successivement les localités de Nioro (Kayes), Banamba (Koulikoro), Kadiolo (Sikasso), Macina (Ségou), Bankass/Koro (Mopti), Ansongo/Kadji (Gao), Ménaka (Ménaka), Goundam (Tombouctou), Anéfis (Kidal).

Ce projet qui avait pour objectif de créer un cadre continu de dialogue et d'échanges entre des acteurs locaux, avec une forte implication des jeunes et des femmes, consistait, pour Think Peace et son réseau CVE Network Mali, à organiser des rencontres régulières entre les jeunes, les femmes, les leaders religieux et traditionnels, les Forces de Défense et de Sécurité, et les autorités administratives locales, afin de créer une synergie d'actions sur des thématiques liées à la gestion des conflits, à la promotion de la citoyenneté et à la lutte contre l'extrémisme violent.

Cette activité a permis de contribuer à des changements notoires dans les communautés, en termes de comportements individuels avec le témoignage d'un ex-combattant de groupe terroriste qui a pris le micro lors d'une rencontre pour demander « pardon » pour les actes de violence qu'il a commis contre les communautés.

Ce projet a également permis de renforcer la confiance entre les communautés et les autorités, y compris les forces de défense et de sécurité par la mise sur pied de cellules de veille citoyenne au sein des communautés.

Selon l'un des leaders traditionnels de Kadji Dar Salam (Gao), « nous sommes des frères et sœurs, des erreurs ont été commises dans le passé, il est temps de nous réconcilier et d'aller de l'avant ». Les communautés ont fini par se demander « pardon » et ont émis le souhait d'un vivre-ensemble.

« Avoir le Commandant de Brigade devant nous, dans cette salle, était tout simplement inimaginable » ce sont les mots exprimés par certains membres de la population de Koro, Nioro, Banamba ou même Kadiolo. Les communautés ont pu échanger avec les autorités, sans aucune barrière. Construire la confiance prenant du temps, ces rencontres périodiques ont permis de mettre en place un cadre d'échange, une familiarité et de réduire, au sein de la communauté, la peur des autorités surtout des militaires.

A l'issue du projet, les promoteurs dont Think Peace et son réseau CVE Network Mali ont constaté un impact important, notamment une influence accrue des leaders religieux/traditionnels dans leurs communautés et une forte implication des acteurs locaux dans l'organisation de telles rencontres qui doivent être multipliées, selon les bénéficiaires. ■

4. Prise en compte du genre dans le processus RSS-DDR

La prise en compte du genre dans le processus national de RSS-DDR au Mali

Dans le courant du mois de juin et juillet 2017, la Section RSS-DDR, en collaboration avec l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye et l'ONUFEMMES, a organisé trois (3) sessions de formation sur la prise en compte du genre au profit des membres de la Commission Nationale de DDR (CNDDR), de la Commission d'Intégration (CI) et du Conseil National pour la RSS et son organe d'exécution le Commissariat à la RSS (CNRSS/CRSS). Cette formation a été rendu possible à travers le « Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali » financé par le Fonds de consolidation de la paix (PBF-GPI 2). Sous ce programme, les capacités de 64 membres de ces structures nationales, dont 7 femmes, ont été renforcés dans l'intégration du Genre dans l'élaboration de leurs stratégies et programmes respectifs. Les composantes de la MINUSMA telles que



Photo de famille du Stage Genre DDR pour les membres de la CNDDR

les Unités Genre, Protection de la Femme, Protection de l'Enfant et HIV/AIDS ont contribué à ces sessions à travers leurs interventions qui ont permis de mettre en exergue les défis et pistes de solutions pour ces problématiques. ■

#	SESSION	Bénéficiaires	H	F	TOTAL
1	5-8 juin 2017	CNDDR	17	1	18
2	12-15 juin 2017	CI	26	0	26
3	24-28 juillet 2017	CNRSS	14	6	20
TOTAL			57	7	64

Décompte des Jeunes et Assistants parlementaires, y compris les femmes, ayant pris part à la formation

RSS-DDR

Groupe Technique de Travail
Réunion d'experts à New York
Retraite Annuelle

1. Réunion du Groupe International Technique de Travail sur la RSS-DDR au Mali

La CNDDR et la CI informe la Communauté internationale sur les avancées du processus national de RSS-DDR au Mali

Au cours de la réunion mensuelle du Groupe International Technique de Travail sur la RSS-DDR organisée le 27 juillet 2017 à Bamako, M. Sidi Ould Zahabi et le Général Gabriel Poudiougou, respectivement, Président de la Commission Nationale de DDR (CNDDR) et Président de la Commission d'Intégration (CI) ont été les invités spéciaux pour faire le point sur l'évolution du processus de cantonnement et de DDR, ainsi que sur les enjeux de la mise en œuvre de l'Intégration et du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC).

Cette rencontre présidée par Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies a permis de mettre en exergue les défis et les perspectives, dans le cadre de l'appropriation nationale du processus RSS-DDR en cours, qui reçoit un fort soutien de la communauté internationale présente au Mali.

Durant sa présentation, le Président de la CNDDR a informé l'assistance sur l'adoption d'un chronogramme cohérent et réaliste, par les signataires de l'Accord



Séance d'échanges sur les avancées du processus national de RSS-DDR au Mali

de paix, dont la mise en œuvre par les trois commissions (CNDDR, CI, CNRSS), va permettre le démarrage prochain de la phase opérationnelle du DDR, pour une durée de trois mois.

Le Général Gabriel Poudiougou a, quant à lui, expliqué les différentes phases devant aboutir à l'élaboration et à la validation des critères et des quotas retenus pour la définition de la future architecture des Forces de défense et de sécurité maliennes. Le Président de la Commission d'Intégration s'est également appesanti sur la détermination des

conditions d'éligibilité qui seront essentielles dans la gestion des ressources humaines de l'appareil de défense et de sécurité au Mali.

Il est à rappeler que ce Groupe de travail, coordonné par la MINUSMA, conformément au mandat du Conseil de sécurité des Nations unies, est le mécanisme permanent de concertation des partenaires internationaux intervenant dans la RSS et le DDR au Mali. ■

2. La MINUSMA participe à la réunion de haut niveau à New York sur la RSS au Mali

Dans le cadre des réflexions stratégiques sur les politiques liées à l'accompagnement des Nations Unies dans les processus de la réforme du secteur de la sécurité au Mali, la MINUSMA représentée par la DSRSG/RC/HC, Mme Mbaranga Gasarabwe et le Directeur de la Section RSS-DDR, M. Samba Tall a participé, le 8 juin 2017, à New York, à une rencontre des experts. Il s'agissait de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des dispositions relatives à la RSS contenues dans l'Accord de paix et de réconciliation au Mali.

La rencontre a permis de revisiter les aspects liés au soutien de la communauté internationale en identifiant les défis et les voies à suivre pour une meilleure synergie des efforts des partenaires financiers et techniques dont la coordination est assurée par la MINUSMA.

À la suite de cette réunion d'experts, il a été proposé la tenue d'une rencontre de haut niveau, en octobre 2017, à Bamako, pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe pilote pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (GPRSS) en ce qui concerne l'élaboration d'une vision nationale de la RSS et le soutien des partenaires de stabilisation au Mali.

A noter que cette réunion de haut niveau a été une initiative conjointe de la Section RSS-DDR de la MINUSMA, de l'Unité RSS au sein du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de la Représentation permanente du Mali à l'ONU. ■



Séance d'échanges sur les avancées du processus national de RSS-DDR au Mali

3. La Section RSS-DDR tient sa retraite annuelle à Bamako

La Section RSS-DDR de la MINUSMA a tenu, du 11 au 12 juillet 2017, à Bamako, sa retraite annuelle consécutivement à l'adoption de la résolution 2364 du Conseil de sécurité fixant le nouveau mandat de la Mission.

M. Samba Tall, Directeur de la Section a mis en exergue le contexte de la tenue de cette rencontre marqué essentiellement par des lenteurs dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Reconciliation au Mali signé en 2015. Selon lui, il était nécessaire de procéder à la redéfinition stratégique des nouveaux objectifs liés à l'application du mandat d'accompagnement attribué à la Mission en général et à la Section en particulier.

Il a enfin souligné l'importance de faire le bilan des activités, au cours de la dernière année budgétaire, invitant le personnel à une réflexion stratégique pour dégager des perspectives claires en vue d'accompagner l'opérationnalisation effective des institutions nationales, en charge du processus RSS-DDR.

Pour sa part, Mme Mbaranga Gasarabwe, Représen-

tante Spéciale adjointe et Cheffe du Pilier Développement-Humanitaire, a, au cours de son intervention, tenu à relever la nécessité d'organiser des retraites, surtout dans le contexte de la mise en œuvre des programmes destinés à soutenir les processus de stabilisation et de consolidation de la paix au Mali. Elle a souhaité, dans le cadre de la mutualisation des efforts, l'élaboration de recommandations pertinentes en vue d'une meilleure coordination de toutes les initiatives développées dans la Mission et au sein du Système des Nations unies au Mali. Elle a invité la Section RSS-DDR à se pencher sur les sources de blocage, en apportant des propositions devant permettre au leadership de la Mission de jouer pleinement son rôle de bons offices auprès de la partie nationale.

Au cours de la rencontre, les participants, venant de tous les bureaux de terrain, ont pu identifier les multiples défis rencontrés et émis des recommandations pour faire face aux écueils éventuels dans l'exécution du processus RSS-DDR actuel au Mali. ■



M. Samba Tall, Directeur de la Section RSS-DDR, étale la vision de la Section sur le processus de RSS-DDR au Mali

DES AVANCEES DANS LE PROCESSUS NATIONAL DE RSS-DDR AU MALI

- 04.06.17 → Appui à l'opérationnalisation du MOC de Kidal
- 08.06.17 → Réunion d'experts sur la RSS au Mali à New York
- 19-23.06.17 → Atelier de renforcement des capacités du CNRSS/CRSS
- 06.07.17 → Début de la construction de mesures de sécurité passives dans les camps de cantonnement de Tessalit, Likrakar et Ber
- 24-26.07.17 → Appui à la CNDDR dans la sensibilisation sur le processus DDR dans 3 localités de Mopti et à Tombouctou
- 07-10.08.17 → Appui à la finalisation du projet de plan d'action de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent
- 28.08.17 → Appui à l'opérationnalisation du MOC de Tombouctou
- 11.09.17 → Enregistrement des nouveaux éléments (CMA, Plateforme) du MOC de Gao
- 19.09.17 → Appui à la CNDDR dans la sensibilisation sur le processus DDR à Gao



**Mission Multidimensionnelle
Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali**

Immeuble MAGANE, Rue 39 (Rue du PNUD)
Badalabougou Est, Lot N. 2704, Bamako, MALI
Post Office Box B.P.E. 2616,
Bamako, Mali

Site : <http://minusma.unmissions.org>

